

Assurance-chômage—Loi

semaines pendant lesquelles des prestations devraient être versées à mesure que le chômage augmente.

La loi définit également la partie du Programme d'assurance-chômage qui devrait être financée au moyen des recettes générales du gouvernement. Elle reconnaît explicitement que lorsque le taux de chômage est élevé, le travailleur au chômage devra chercher plus longtemps un emploi et le coût devrait en être supporté par le gouvernement, qui devrait gérer l'économie de sorte que le taux ne dépasse pas 4 p. 100. Dans le jargon des d'assurances, c'est une forme de responsabilité de tiers. C'est une forme de responsabilité qui est sur le point d'être abolie.

On a fait beaucoup de cas de l'étendue de la formation prévue dans ce programme. Je veux simplement dire qu'en dépit du consensus général sur la nécessité de cette formation—et je conviens qu'elle est nécessaire—les programmes de formation du gouvernement se sont révélés des échecs monumentaux. Si nous parlons à quelqu'un qui est passé d'un emploi bien rémunéré à un programme de formation pour des emplois qui n'existent pas ou des emplois peu rémunérés dans le secteur tertiaire, il nous dira d'abord que l'attente est trop longue, ensuite qu'il n'y a pas d'emplois quand la formation est terminée et qu'enfin, il ne peut pas survivre avec le salaire qu'il gagne en occupant un emploi de ce genre. La plupart des Canadiens, même s'ils croient que le gouvernement doit assurer une certaine formation, deviennent de plus en plus cyniques. Ils estiment que le gouvernement ne cherche pas sérieusement à combler les lacunes de la formation.

Le gouvernement ne s'est pas contenté de faire adopter le prétendu accord de libre-échange. Il s'attaque maintenant aux travailleurs qui ont perdu leur emploi en réduisant de façon substantielle le nombre de semaines de versement des prestations et en augmentant le nombre de semaines de travail nécessaires pour avoir droit à l'assurance-chômage.

Le pire, c'est que ces travailleurs et leurs employeurs sont forcés de payer des primes accrues pour obtenir des prestations réduites. Pourquoi? Parce que le gouvernement se retire du programme d'assurance-chômage.

Il est intéressant de constater que le gouvernement se promène un peu partout aux États-Unis pour convaincre les sociétés américaines de faire des affaires au Canada, mais qu'il parcourt le pays en disant qu'il se retire des affaires.

Voyons comment le gouvernement se retire des affaires. Il se retire de l'assurance-chômage, des services de transport ferroviaire et aérien, du secteur du pétrole et du service des postes. Il se retire d'un secteur après

l'autre pour ensuite dire «tant pis» aux travailleurs canadiens.

Dans ma collectivité, des cheminots ont été mis à pied à cause des réductions. Des employés des compagnies aériennes ont perdu leur emploi à cause des fusions attribuables au manque de fonds. Des employés des services de santé seront mis en disponibilité faute de paiements de transfert.

Parlons maintenant des travailleurs forestiers. Le ministre d'État chargé des Forêts (M. Oberle) et les travailleurs forestiers de ma circonscription et de certaines autres circonscriptions de la Colombie-Britannique sont en train de perdre leur emploi à cause de la performance catastrophique du gouvernement, qui n'a pas tenu sa promesse d'établir un ministère des Forêts à part entière. Ce n'est pas prévu dans le budget.

Il y a des milliers d'emplois dans ma circonscription, y compris dans le domaine forestier. J'invite le ministre à venir y rencontrer ces travailleurs et leur dire que le ciel leur tombe sur la tête.

C'est une farce cruelle. C'est méchant et vindicatif. Cependant, le pire, c'est que le gouvernement rompt le contrat social qu'il a conclu avec la population canadienne.

La mesure législative aura des répercussions sur les municipalités en tant qu'employeurs. Le député de Calgary-Sud-Ouest a parlé de l'infrastructure. Parlons des répercussions de la mesure sur les municipalités. Elles seront contraintes d'augmenter leurs taxes. Et qu'advient-il des petites entreprises et des travailleurs sans emploi? Ainsi, la municipalité de Surrey devra trouver 814 000\$ pour payer l'augmentation des primes d'assurance-chômage. Cela inclut la municipalité et le conseil scolaire. Les modifications transféreront une partie du fardeau financier du gouvernement fédéral sur les municipalités.

Une voix: C'est un plan conservateur.

Mme Langan: C'est un plan conservateur.

Je termine en présentant un scénario. Beaucoup d'entre nous avons profité de notre présence ici pour sortir sur le parterre regarder le spectacle son et lumière. Je vous rappelle, monsieur le Président, que dans ce specta-